



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 13 ΜΑΡΤΙΟΥ 1980

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
56

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1034

Περί κυρώσεως της εις Ἀθήνας τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφείσης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἀφορώσης εἰς τὴν συνεργασίαν καὶ τὴν σύμπραξιν εἰς τὸν τομέα τῶν ταχυδρομείων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσταμεν:

Ἄρθρον πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Ἀθήνας τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφείσα Συμφωνία μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἀφορῶσα εἰς τὴν συνεργασίαν καὶ τὴν σύμπραξιν εἰς τὸν τομέα τῶν ταχυδρομείων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

ACCORD

Entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie concernant la collaboration et coopération dans le domaine des Postes et des Télécommunications.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, dénommés ci-après contractantes, animés du désir de promouvoir le développement de la collaboration dans le domaine des Postes et Télécommunications, ont décidé de conclure le présent accord par lequel ils conviennent ce qui suit :

CHAPITRE I

Dispositions Générales

Article 1

Entre la République Hellénique et la République Socialiste de Roumanie le trafic postal s'effectue conformément aux dispositions de la Constitution de l'Union Postale Universelle, de la Convention Postale Universelle, de l'Arrangement concernant les colis postaux, de l'Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée, de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et leurs Règlements d'exécution et les liaisons de télécommunications s'effectuent conformément aux dispositions de la Convention Internationale des Télécommunications et des Règlements Télégraphique, Téléphonique, de Radiocommunications et additionnel de Radiocommunications, en vigueur, ainsi que conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 2

Les Administrations des Postes et Télécommunications des deux Parties contractantes, dénommées ci-après «Administrations» prennent toutes les mesures pour l'extention et l'amélioration des liaisons postales et de télécommunications entre leurs pays.

Article 3

Les deux Administrations tenant compte des recommandations des Organes de l'Union Postale Universelle et de l'Union Internationale des Télécommunications concernant les conditions d'établissement des services postaux et des télécommunications ainsi que leur tarification :

- étudient, en permanence, la possibilité d'établir en commun dans leurs relations réciproques des mesures de simplification des procédures des décomptes et des méthodes qui permettront l'amélioration et le développement du trafic des Postes et Télécommunications.
- proposent, éventuellement, aux autorités compétentes de leurs pays l'approbation des tarifs avantageux pour les deux Parties contractantes.

CHAPITRE II

Postes

Article 4

Dans leurs relations mutuelles terminales et de transit les deux Administrations prendront toutes les mesures nécessaires, afin d'accélérer et d'assurer les échanges des envois postaux.

Article 5

Chaque Administration utilisera autant que possible

les liaisons postales aériennes et les voies de surface de l'autre Administration pour acheminer son trafic destiné à des tiers pays, conformément à la procédure convenue directement entre elles.

Les dépêches originales de l'une des Administrations expédiées en transit par l'intermédiaire de l'autre Administration seront acheminées par cette dernière par les voies les plus rapides qu'elle utilise pour ses propres dépêches.

Article 6

L'échange direct, ainsi que le transit des dépêches d'objets de correspondance et colis entre les deux Administrations, s'effectuera par l'intermédiaire des bureaux d'échange. Chaque Administration communiquera à l'autre Administration, les bureaux d'échange utilisés, ainsi que les modifications intervenues dans l'organisation de ceux-ci.

Article 7

Les bureaux d'échange peuvent utiliser les sacs vides de l'autre Administration pour former leurs propres dépêches adressées à cette Administration.

Article 8

Les deux Administrations dans leurs relations réciproques peuvent accepter des lettres recommandées contenant des objets à soumettre au contrôle douanier. Ces envois, ainsi que les petits paquets, seront toujours accompagnés des formulaires prévus dans les actes de l'Union Postale Universelle (Etiquette C1).

Article 9

Les envois recommandés s'inscrivent globalement dans les feuilles d'avis. Sont exceptés les envois réexpédiés et retournés ou expédiés en transit à découvert qui seront inscrits individuellement dans les feuilles d'avis ou dans les listes spéciales.

Article 10

Dans les relations entre les deux Parties contractantes, l'échange d'imprimés (livres, brochures, revues, journaux) comme envois avec tarif d'imprimés, jusqu'au poids de 10 kg. est admis.

Article 11

Le montant maximum de la valeur déclarée, pour les lettres avec valeur déclarée sera fixé par correspondance entre les deux Administrations. L'échange des lettres avec valeur déclarée s'effectue conformément aux dispositions de l'Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée, en vigueur.

Article 12

Dans leurs relations mutuelles les deux Administrations admettent des colis ordinaires, des colis avec valeur déclarée, fragiles, encombrants, avec avis de réception et avec avis de non remise.

Les communications sur le coupon du bulletin d'expédition sont admises.

Le poids maximum admis pour les colis postaux, envoyés par la voie de surface et aérienne, est fixé à 20 kg.

Article 13

Le montant maximum de la valeur déclarée pour les colis postaux sera fixé par correspondance entre les deux Administrations.

Article 14

Dans les relations mutuelles des deux Administrations, les colis ordinaires sont inscrits sur la feuille de route, globalement, dans l'ordre des coupures de poids et avec l'indication de la bonification totale pour chaque coupure de poids.

Les colis avec valeur déclarée, les colis encombrants, fragiles, réexpédiés, renvoyés et ceux en transit à découvert destinés à des tiers pays, sont inscrits, sur la feuille de route, individuellement avec toutes les indications nécessaires.

Article 15

Les quotes-parts terminales et de transit territorial et maritime pour les colis-postaux seront fixées de commun accord entre les deux Administrations, par correspondance, sur la base des réglementations de l'Arrangement en vigueur, concernant les colis-postaux.

Article 16

L'échange de mandats de poste est admis seulement par mandats de poste internationaux individuels et s'effectue sur la base des prévisions de l'Arrangement concernant les mandats de poste internationaux et les bons postaux de voyage de l'Union Postale Universelle.

Le paiement du mandat s'effectuera dans la monnaie du pays de destination. La conversion se fera au cours officiel à la date du paiement du mandat.

Les conditions concrètes d'échange des mandats de poste internationaux seront réglementées par échange de lettres entre les deux Administrations.

Article 17

Pour la promotion de la collaboration et de l'information réciproque dans le domaine de l'émission de timbres-poste, un échange régulier de nouvelles émissions en 20 séries sera effectué, ainsi qu'un échange d'envois mutuels de timbres-poste aura lieu pour des expositions philatéliques entre les deux pays.

CHAPITRE III

Télécommunications

Article 18

Les liaisons des télécommunications entre les deux pays seront utilisées pour la transmission rapide et sûre des communications téléphoniques, télégraphiques, télex, de données, de transmissions de radio et de télévision ainsi que de nouvelles prestations éventuelles qui peuvent être établies dans l'avenir, dans les meilleures conditions. Chaque Administration utilisera dans une mesure aussi grande que possible les liaisons des télécommunications de l'autre Administration pour l'acheminement de son propre trafic de transit destiné à d'autres pays conformément à la procédure qui sera convenue directement entre les deux Administrations et dans les conditions les plus favorables pour les deux parties.

Article 19

Les deux Parties contractantes conviennent que chaque Administration, d'après ses possibilités, assure sur le territoire sur lequel elle développe son activité, les moyens techniques nécessaires pour le trafic terminal et de transit de l'autre Administration vers les pays européens et extra-européens.

Le nombre nécessaire de circuits et les voies d'acheminement seront fixés par correspondance ou par des contacts directs entre les deux Administrations.

Article 20

En ce qui concerne le trafic télégraphique entre les deux pays, toutes les catégories de télégrammes prévues dans le Règlement Télégraphique International en vigueur sont admises, excepté les cas compris aux restrictions que chacune des deux Parties contractantes communique à l'Union Internationale des Télécommunications. Les services télégraphiques facultatifs admis par les deux Administrations sont ceux prévus dans les Recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l'Union Internationale des Télécommunications.

Article 21

En ce qui concerne le trafic téléphonique entre les deux pays toutes les catégories de conversations téléphoniques prévues dans les instructions du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l'Union Internationale des Télécommunications concernant le service téléphonique international sont admises, excepté les cas compris aux restrictions que chacune des deux Parties contractantes communique à l'Union Internationale des Télécommunications.

Article 22

Les facilités suivantes seront accordées en ce qui concerne le service téléphonique entre les deux pays :

- a) Conversations urgentes.
- b) Conversations personnelles.
- c) Demandes d'informations.

L'introduction d'autres facilités peut être convenue par correspondance entre les deux Administrations.

Article 23

La mise à la disposition et la tarification des liaisons utilisées pour la transmission des programmes télévisuels «actualités» seront effectuées conformément aux dispositions en vigueur des Recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l'Union Internationale des Télécommunications.

Article 24

La mise à la disposition des liaisons utilisées pour la transmission des programmes de radio et de télévision sera effectuée conformément aux dispositions des Recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l'Union Internationale des Télécommunications.

Article 25

Les Administrations se consulteront et établiront dans la mesure où cela est nécessaire le mode de répartition et d'utilisation des fréquences en vue d'éviter les perturbations réciproques de leurs services de radiocommunications.

Article 26

Les tarifs pour les services des télécommunications prévus dans le présent Accord seront convenus entre les deux Administrations conformément aux dispositions des Recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (CCITT) de l'Union Internationale des Télécommunications et avec l'approbation des autorités de leurs pays.

Article 27

En ce qui concerne le service téléphonique manuel

et semiautomatique les deux Administrations peuvent être convenues, par correspondance, de fixer pour les conversations réalisées pendant les heures de trafic faible des taxes différentes de celles prévues pour les conversations ordinaires après l'approbation des autorités compétentes de leurs pays.

Article 28

En ce qui concerne le service téléphonique automatique, les deux Administrations peuvent être convenues, par correspondance, de fixer des taxes réduites pour les conversations réalisées pendant les heures de trafic faible en tenant compte des possibilités techniques existantes, après l'approbation des autorités compétentes de leurs pays.

Article 29

Les deux Administrations, ayant l'approbation des autorités compétentes de leurs pays, pourront fixer entre elles des tarifs pour d'autres services aussi non prévus par le présent accord.

CHAPITRE IV

Décomptes des prestations des Postes et Télécommunications

Article 30

Les comptes et décomptes résultant des prestations des Postes et Télécommunications, prévus dans cet Accord, seront établis selon la périodicité convenue par les Administrations et seront échangés directement entre elles.

Article 31

L'unité monétaire utilisée pour l'établissement des taxes et pour la comptabilité est celle qui est fixée par la Constitution de l'Union Postale Universelle et la Convention Internationale des Télécommunications, en vigueur.

Article 32

Le règlement de tous les paiements résultant de l'application de cet Accord, se fera en conformité avec les prévisions de l'Accord de paiements en vigueur entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

CHAPITRE V

Collaboration et coopération technico-scientifique

Article 33

Les deux Administrations peuvent réaliser une collaboration et coopération technico-scientifique directe dans le domaine des Postes et Télécommunications. Elles feront un échange d'informations d'intérêt commun sur les aspects d'exploitation, techniques, économiques et scientifiques concernant les services des Postes et Télécommunications.

Cette collaboration et coopération pourront se réaliser par des contacts bilatéraux entre les deux Administrations qui établiront le cadre de la collaboration et coopération dans le domaine des recherches et réalisations dans les Postes et Télécommunications.

CHAPITRE VI

Dispositions finales

Article 34

Pour faciliter la réalisation des prévisions du présent Accord, les Administrations peuvent faire, chaque fois qu'elles le considèrent nécessaire, des échanges de lettres pour préciser certains éléments techniques et d'organisation dans les meilleures conditions des différents services des Postes et Télécommunications des deux Administrations.

Article 35

Les cas dont le règlement n'est pas prévu par le présent Accord, seront traités conformément aux prescriptions des Actes de l'Union Postale Universelle et de l'Union Internationale des Télécommunications.

Article 36

Tout différend, concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, sera réglé par négociations directes entre les deux Administrations. Si les Administrations n'arrivent pas à s'entendre, le différend devra être réglé par voie diplomatique.

Article 37

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la dernière notification, par voie diplomatique, par laquelle les Parties contractantes annonceront la ratification du présent Accord selon la législation de chaque pays.

La durée de validité du présent Accord est de 5 ans à partir de la date de son entrée en vigueur et sera renouvelée par consentement tacite pour des nouvelles périodes de 5 ans chacune, si aucune des Parties contractantes ne le dénonce par écrit, par voie diplomatique, au moins 6 mois avant l'expiration de chaque période de validité.

Article 38

Toute modification ou adjonction aux prévisions du présent Accord se fera par négociations entre les deux Parties contractantes. Ces modifications ou adjonctions seront soumises à l'approbation et entreront en vigueur conformément aux prévisions de l'article 37.

Article 39

A partir de la date de son entrée en vigueur, le présent Accord remplace l'Accord de Télécommunications signé à Athènes le 2 septembre 1966 entre les deux Gouvernements.

Fait à Athènes le 28 février 1976 en deux exemplaires originaux, chacun écrit en langue grecque, roumaine et française. Tous les trois textes ont la même valeur. En cas de divergence d'interprétation entre les textes en langue grecque et en langue roumaine, le texte en langue française fera foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique
IOANNIS VARVITSIOTIS

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie
MAXIM BERGHIANU

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας της Ρουμανίας ἀφορώσα εἰς τὴν συνεργασίαν καὶ τὴν σύμπραξιν εἰς τὸν τομέα τῶν Ταχυδρομείων καὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἡ Κυβέρνησις της Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις της Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας της Ρουμανίας, ἀποκαλοῦμεναι κατωτέρω Συμβαλλόμενα Μέρη ἐμποροῦμεναι ἐκ της ἐπιθυμίας ὅπως προωθήσουν τὴν ἀνάπτυξιν της συνεργασίας εἰς τὸν τομέα τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν της παρούσης Συμφωνίας διὰ τῆς ὁποίας συνομολογοῦν τὰ κάτωθι :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Μεταξύ της Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ της Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας της Ρουμανίας, τὸ μὲν ταχυδρομικὸν ἔργον ἐκτελεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐν ἰσχύϊ Καταστατικῷ της Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως, Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως, Συμφωνίας της ἀφορώσης εἰς τὰ ταχυδρομικὰ δέματα, Συμφωνίας της ἀφορώσης εἰς τὰς ἐπιστολάς μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, Συμφωνίας της ἀφορώσης εἰς τὰς ταχυδρομικὰς ἐπιταγὰς καὶ τὰς ταχυδρομικὰς ταξιδιωτικὰς ἐντολάς, τοὺς κανονισμοὺς ἐκτελέσεως αὐτῶν, ὡς καὶ πρὸς τὰς διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας, αἱ δὲ τηλεπικοινωνιακαὶ ζεύξεις πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν Κανονισμῶν Τηλεγραφικοῦ, Τηλεφωνικοῦ, Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ Προσθέτου Ραδιοεπικοινωνιῶν, ὡς καὶ πρὸς τὰς διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 2.

Αἱ Διευθύνσεις Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀποκαλοῦμεναι κατωτέρω «Διευθύνσεις» (Ἑπηρεσίαι), λαμβάνουν πάντα τὰ μέτρα διὰ τὴν ἐπέκτασιν καὶ βελτίωσιν τῶν μεταξύ τῶν χωρῶν των ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν σχέσεων.

Ἄρθρον 3.

Αἱ δύο Διευθύνσεις (Ἑπηρεσίαι), λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰς συστάσεις τῶν ὀργάνων της Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως καὶ της Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, τὰς ἀφορώσας εἰς τοὺς ὁρους συστάσεως τῶν ταχυδρομικῶν καὶ Τηλεπικοινωνιακῶν Ἑπηρεσιῶν καθὼς ἐπίσης καὶ τὴν τιμολόγησιν αὐτῶν :

—Μελετοῦν, συνεχῶς τὴν δυνατότητα λήψεως ἀπὸ κοινοῦ εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις μέτρων ἀπλουστεύσεως τῶν διαδικασιῶν ἐκκαθαρίσεως τῶν λογαριασμῶν καὶ μεθόδους, αἱ ὁποῖαι θὰ ἐπιτρέψουν τὴν βελτίωσιν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν της κινήσεως τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

—Προτείνουν, ἐνδεχομένως, εἰς τὰς ἀρμοδίας Ἀρχὰς τῶν χωρῶν των τὴν ἔγκρισιν εὐνοϊκῶν τιμολογίων διὰ τὰ δύο Συμβαλλόμενα μέρη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Ταχυδρομεῖα.

Ἄρθρον 4.

Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, τερματικὰς καὶ διαβατικάς, αἱ δύο Ἑπηρεσίαι θὰ λαμβάνουν πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπιταχύνσεως καὶ διασφαλίσεως της ἀνταλλαγῆς τῶν ταχυδρομικῶν ἀντικειμένων.

Ἄρθρον 5.

Ἐκάστη Ἑπηρεσία θὰ χρησιμοποιοῖ κατὰ τὸ δυνατόν, τὰς ταχυδρομικὰς ἀεροπορικὰς συνδέσεις καὶ τὰς ὁδοὺς ἐπιφανείας της ἐτέρας Ἑπηρεσίας, διὰ τὴν διαβίβασιν τῶν ταχυδρομικῶν ἀντικειμένων της, τῶν προοριζομένων πρὸς τρίτας χώρας, συμφώνως πρὸς τὴν ἀπ' εὐθείας μεταξύ των συμφωνουμένην διαδικασίαν.

Αἱ ταχυδρομικαὶ ἀποστολαὶ καταγωγῆς, μιᾶς τῶν Ἑπηρεσιῶν, ἀποστελλόμεναι διαβατικῶς μέσῳ της ἐτέρας Ἑπηρεσίας, θὰ διαβιβάζωνται ὑπὸ της τελευταίας ταύτης διὰ τῶν ταχυτέρων ὁδῶν τὰς ὁποίας αὕτη χρησιμοποιοῖ διὰ τὰς ἰδίας αὐτῆς ταχυδρομικὰς ἀποστολάς.

Ἄρθρον 6.

Ἡ ἀπ' εὐθείας ἀνταλλαγή ὡς καὶ ἡ διαμετακόμισις ταχυδρομικῶν ἀποστολῶν ἀντικειμένων ἀλληλογραφίας καὶ δεμάτων μεταξύ τῶν δύο Ἑπηρεσιῶν, θὰ πραγματοποιηθῇ μέσῳ τῶν ἀνταλλακτηρίων Γραφείων. Ἐκάστη Ἑπηρεσία θ' ἀνακοινῶν εἰς τὴν ἐτέραν Ἑπηρεσίαν, τὰ χρησιμοποιούμενα ἀνταλλακτήρια Γραφεῖα, ὡς ἐπίσης καὶ τὰς μεταβολὰς τὰς ἐπερχομένας εἰς τὴν ὀργάνωσιν αὐτῶν.

Ἄρθρον 7.

Τὰ ἀνταλλακτήρια Γραφεῖα δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦν τοὺς κενοὺς σάκκους της ἐτέρας Ἑπηρεσίας διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν ἰδίων αὐτῶν ταχυδρομικῶν ἀποστολῶν τῶν ἀπευθυνομένων εἰς τὴν Ἑπηρεσίαν ταύτην.

Ἄρθρον 8.

Αἱ δύο Ἑπηρεσίαι εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις δύνανται νὰ ἀποδέχωνται συστημένας ἐπιστολάς περιεχούσας εἶδη ὑποκείμενα εἰς τελωνειακὸν ἔλεγχον. Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα καθὼς ἐπίσης καὶ τὰ μικροδέματα θὰ συνοδεύωνται πάντοτε ὑπὸ τῶν προβλεπομένων εἰς τὰς πράξεις της Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως ἐντύπων (Ἐπικέττα C1).

Ἄρθρον 9.

Τὰ συστημένα ἀντικείμενα ἐγγράφονται συνολικῶς εἰς τὰ φύλλα εἰδοποιήσεως. Ἐξαιροῦνται τὰ ἐκ νέου ἀποστελλόμενα, τὰ ἐπιστρεφόμενα καὶ τὰ ἀποστελλόμενα ἀπεριτάλῳ διαβατικῶς ἀντικείμενα, τὰ ὁποῖα ἐγγράφονται ἀναλυτικῶς εἰς τὰ φύλλα εἰδοποιήσεως ἢ εἰς τὰ εἰδικὰ φύλλα.

Ἄρθρον 10.

Εἰς τὰς σχέσεις μεταξύ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν γίνεται δεκτὴ ἡ ἀνταλλαγή ἐντύπων (βιβλίων, φυλλαδίων, περιοδικῶν, ἐφημερίδων) ὡς ἀντικειμένων μὲ τιμολόγιον, ἐντύπων, μέχρι βάρους 10 χιλιogramμῶν.

Ἄρθρον 11.

Τὸ ἀνώτατον ποσὸν της δηλουμένης ἀξίας διὰ τὰς ἐπιστολάς μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας θέλει καθορισθῇ δι' ἀλληλογραφίας μεταξύ τῶν δύο Ἑπηρεσιῶν. Ἡ ἀνταλλαγή τῶν ἐπιστολῶν μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας πραγματοποιεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις της ἐν ἰσχύϊ Συμφωνίας της ἀφορώσης εἰς τὰς ἐπιστολάς μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας.

Ἄρθρον 12.

Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, αἱ δύο Ἑπηρεσίαι δέχονται δέματα συνήθη μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, εὐθραστα, δυσμετακόμιστα, μετὰ εἰδοποιήσεως παραλαβῆς καὶ μετὰ εἰδοποιήσεως περὶ μὴ ἐπιδόσεως.

Αἱ ἀνακοινώσεις ἐπὶ τοῦ ἀποκόμματος τοῦ δελτίου ἀποστολῆς γίνονται δεκταί.

Τὸ ἀνώτατον παραδεκτὸν βάρος διὰ τὰ ταχυδρομικὰ δέματα τὰ ἀποστελλόμενα διὰ της ὁδοῦ ἐπιφανείας καὶ της ἀεροπορικῆς τοιαύτης καθορίζεται εἰς 20 χιλιόγραμμα.

*Άρθρον 13.

Τὸ ἀνώτατον ποσὸν τῆς δηλουμένης ἀξίας διὰ τὰ ταχυδρομικὰ δέματα θέλει καθορισθῇ δι' ἀλληλογραφίας μεταξύ τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν.

*Άρθρον 14.

Εἰς τὰς ἀμοιβαίας σχέσεις τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν, τὰ συνήθη δέματα ἐγγράφονται ἐπὶ τοῦ φύλλου διαδρομῆς συνολικῶς κατὰ τὴν τάξιν τῶν κλιμακίων βάρους καὶ μὲ τὴν ἐνδείξιν τοῦ ὀλικοῦ ἀποδοτέου δικαιώματος, δι' ἕκαστον κλιμάκ.ον βάρους.

Τὰ δέματα μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, τὰ δυσμετακόμιστα, τὰ εὐθραστα, τὰ ἐκ ἑοῦ ἀποστελλόμενα, τὰ ἐπιστρεφόμενα καὶ τὰ διαβιβαζόμενα ἀπερικαλύπτως διαβατικὰ προορισμοῦ τρίτων χωρῶν, ἐγγράφονται ἐπὶ τοῦ φύλλου διαδρομῆς ἀναλυτικῶς μεθ' ὧν τῶν ἀναγκαιῶν ἐνδείξεων.

*Άρθρον 15.

Τὰ καταληκτικὰ, τὰ διαβατικὰ χερσαῖα καὶ τὰ θαλάσσια ἀναλογοῦντα μερίδια διὰ τὰ ταχυδρομικὰ δέματα θὰ καθορισθοῦν, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας μεταξύ τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν, δι' ἀλληλογραφίας, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν κανονιστικῶν διατάξεων τῆς ἐν ἰσχύι Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὰ ταχυδρομικὰ δέματα.

*Άρθρον 16.

Ἡ ἀνταλλαγή ταχυδρομικῶν ἐπιταγῶν εἶναι παραδεκτὴ μόνον διὰ μεμονωμένων διεθνῶν ταχυδρομικῶν ἐπιταγῶν καὶ διενεργεῖται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν προβλέψεων τῆς Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὰς διεθνεῖς ταχυδρομικὰς ἐπιταγὰς καὶ τὰς ταχυδρομικὰς ταξιδιωτικὰς ἐντολὰς τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως.

Ἡ πληρωμὴ τῆς ἐπιταγῆς θὰ διενεργῇται εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας προορισμοῦ.

Ἡ μετατροπὴ θὰ πραγματοποιῇται εἰς τὴν ἐπίσημον τιμὴν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν πληρωμῆς τῆς ἐπιταγῆς.

Οἱ συγκεκριμένοι ὅροι ἀνταλλαγῆς τῶν διεθνῶν ταχυδρομικῶν ἐπιταγῶν θέλουν ρυθμισθῇ δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξύ τῶν δύο Ὑπηρεσιῶν.

*Άρθρον 17.

Διὰ τὴν προαγωγὴν τῆς συνεργασίας καὶ τὴν ἀμοιβαίαν ἐνημέρωσιν εἰς τὸν τομέα τῆς ἐκδόσεως γραμματοσήμων, θὰ πραγματοποιῇται τακτικὴ ἀνταλλαγή τῶν νέων ἐκδόσεων εἰς 20 σειράς, καθὼς ἐπίσης θὰ λαμβάνη χώραν ἀμοιβαία ἀνταλλαγή ἀποστολῶν γραμματοσήμων διὰ τὰς φιλοτελικὰς ἐκθέσεις μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Τηλεπικοινωνίαι.

*Άρθρον 18.

Αἱ τηλεπικοινωνιακαὶ ζεύξεις μεταξύ τῶν δύο χωρῶν θὰ χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν ταχεῖαν καὶ ἀσφαλῆ μεταβίβασιν ἐπικοινωνιῶν τηλεγραφικῶν, τηλεφωνικῶν, τέλεξ, δεδομένων, ραδιοφωνικῶν καὶ τηλεοπτικῶν μεταβιβάσεων καθὼς καὶ νέων ἐνδεχομένων ὑπηρεσιῶν αἱ ὁποῖαι θὰ δύναται νὰ καθιερωθοῦν εἰς τὸ μέλλον, ὑπὸ τὰς καλλιτέρας τῶν προϋποθέσεων. Ἐκάστη Διεύθυνσις θὰ χρησιμοποιήσῃ εἰς ὅσον τὸ δυνατόν μεγαλυτέραν ἔκτασιν τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ζεύξεις τῆς ἄλλης Διευθύνσεως διὰ τὴν δρομολόγησιν τῆς διαβατικῆς τῆς κινήσεως προοριζομένης δι' ἑτέρας χώρας βάσει τῆς διαδικασίας ἣ ὁποία θὰ συμφωνηθῇ μεταξύ τῶν δύο Διευθύνσεων καὶ ὑπὸ τὰς πλέον εὐνοϊκὰς προϋποθέσεις διὰ τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη.

*Άρθρον 19.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅπως ἕκαστη Διεύθυνσις, βάσει τῶν ὑφισταμένων δυνατοτήτων τῆς,

διασφαλίζῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐπὶ τοῦ ὁποῦ ἀναπτύσσει τὴν δραστηριότητά της, τὰ ἀναγκαῖα τεχνικὰ μέσα διὰ τὴν τερματικὴν καὶ διαβατικὴν κίνησιν τῆς ἑτέρας Διευθύνσεως πρὸς τὰς Εὐρωπαϊκὰς καὶ Ὑπερευρωπαϊκὰς χώρας.

Ὁ ἀναγκαῖος ἀριθμὸς κυκλωμάτων καὶ αἱ ὁδοὶ δρομολογήσεως θὰ καθορίζωνται δι' ἀλληλογραφίας ἢ δι' ἀπ' εὐθείας ἐπαφῶν μεταξύ τῶν δύο Διευθύνσεων.

*Άρθρον 20.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν τηλεγραφικὴν κίνησιν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν, γίνονται δεκταὶ ἅπασαι αἱ κατηγορίαι τηλεγραφημάτων αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ ἐν ἰσχύι Διεθνοῦς Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, ἐξαιρεῖται τῶν περιπτώσεων τῶν περιλαμβανομένων εἰς τοὺς περιορισμούς, τοὺς ὁποίους ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀνακοινώνει εἰς τὴν Διεθνή Ἐνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

Προαιρετικαὶ τηλεγραφικαὶ ὑπηρεσίαι, ἀποδεκταὶ ὑπὸ τῶν δύο Διευθύνσεων εἶναι αἱ προβλεπόμεναι τοιαῦται ὑπὸ τῶν Συστάσεων τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

*Άρθρον 21.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν τηλεφωνικὴν κίνησιν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν, ἅπασαι αἱ κατηγορίαι τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων, αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὰς ὁδηγίας τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν περὶ διεξαγωγῆς τῆς διεθνοῦς Τηλεφωνικῆς ὑπηρεσίας, γίνονται ἀποδεκταί, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων τῶν περιλαμβανομένων εἰς τοὺς περιορισμούς, τοὺς ὁποίους ἕκαστον τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν ἀνακοινώνει εἰς τὴν Διεθνή Ἐνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

*Άρθρον 22.

Αἱ κατωτέρω εὐκολίαι συμφωνοῦνται ὅσον ἀφορᾷ τὴν τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν :

- α) Ἐπείγουσαι τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις
- β) Προσωπικαὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις
- γ) Αἰτήσεις πληροφοριῶν.

Ἡ εἰσαγωγὴ ἑτέρων εὐκολιῶν δύναται νὰ συμφωνῇται δι' ἀλληλογραφίας μεταξύ τῶν δύο Διευθύνσεων.

*Άρθρον 23.

Ἡ διάθεσις καὶ ἡ τιμολόγησις τῶν χρησιμοποιουμένων ζεύξεων διὰ τὴν μεταβίβασιν προγραμματῶν τηλεοράσεως «ἐπικαιρότητες» θὰ πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύι διατάξεις τῶν Συστάσεων τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

*Άρθρον 24.

Ἡ διάθεσις ζεύξεων χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν μεταβίβασιν προγραμματῶν ραδιοφωνίας καὶ τηλεοράσεως θὰ πραγματοποιῇται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Συστάσεων τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (CCITT) τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

*Άρθρον 25.

Αἱ Διευθύνσεις θὰ συμβουλευνται ἀλλήλας καὶ θὰ συνιστοῦν, καθ' ὃ μέτρον τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τὸν τρόπον κατανομῆς καὶ χρησιμοποίησεως τῶν συχνότητων ἐπὶ σκοπῷ ἀποφυγῆς ἀμοιβαίων παρενοχλήσεων τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν.

*Άρθρον 26.

Τὰ τιμολόγια διὰ τὰς προβλεπόμενας ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν θὰ συμφωνοῦνται μεταξύ τῶν δύο Διευθύνσεων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις

τῶν Συστάσεων τῆς Διεθνoῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τηλεγραφίας (CCITT) τῆς Διεθνoῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, κατόπιν ἐγκρίσεως τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν χωρῶν των.

Ἄρθρον 27.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν χειροκίνητον καὶ ἡμιαυτόματον τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν αἱ δύο Διευθύνσεις δύνανται νὰ συμφωνοῦν δι' ἀλληλογραφίας τὸν καθορισμόν, διὰ τὰς τηλεφωνικὰς συνδιαλέξεις τὰς διεξαγομένας κατὰ τὰς ὥρας μειωμένης κινήσεως, τελῶν διαφόρων ἐκείνων τὰ ὅποια προβλέπονται διὰ τὰς συνήθεις τοιαύτας, κατόπιν ἐγκρίσεως τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν χωρῶν των.

Ἄρθρον 28.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν αὐτόματον τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν, αἱ δύο Διευθύνσεις δύνανται νὰ συμφωνοῦν δι' ἀλληλογραφίας, τὸν καθορισμὸν μειωμένων τελῶν διὰ τὰς τηλεφωνικὰς συνδιαλέξεις τὰς διεξαγομένας κατὰ τὰς ὥρας μειωμένης κινήσεως λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς ὑφισταμένες τεχνικὰς δυνατότητας, κατόπιν ἐγκρίσεως τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν χωρῶν των.

Ἄρθρον 29.

Αἱ δύο Διευθύνσεις, ἔχουσαι τὴν ἐγκρίσιν τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν χωρῶν των, θὰ δύνανται νὰ καθορίσουν μεταξὺ των τιμολόγια δι' ἐτέρας ὑπηρεσίας μὴ προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Ἐκκαθαρίσεις τῶν λογαριασμῶν τῶν παρεχομένων ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 30.

Οἱ λογαριασμοὶ καὶ αἱ ἐκκαθαρίσεις αἱ προκύπτουσαι ἐκ τῶν παρεχομένων ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν θὰ καταρτίζονται κατὰ τὴν συμφωνουμένην ὑπὸ τῶν δύο Διευθύνσεων (Ἑπηρεσίῶν) περιοδικότητα καὶ θ' ἀνταλλάσσονται ἀπ' εὐθείας μεταξὺ των.

Ἄρθρον 31.

Ἡ νομισματικὴ μονὰς ἡ χρησιμοποιοῦμένη διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν τελῶν καὶ διὰ τὴν λογιστικὴν εἶναι ἡ καθοριζομένη τοιαύτη ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ Καταστατικοῦ τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως καὶ Διεθνoῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 32.

Ὁ διακανονισμὸς πασῶν τῶν πληρωμῶν αἱ ὅποια προκύπτουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ πραγματοποιῆται συμφώνως πρὸς τὰς προβλέψεις τῆς ἐν ἰσχύϊ Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τεχνικοεπιστημονικὴ συνεργασία καὶ σύμπραξις.

Ἄρθρον 33.

Αἱ δύο Διευθύνσεις (Ἑπηρεσίαι) δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν ἀπ' εὐθείας τεχνικοεπιστημονικὴν συνεργασίαν καὶ σύμπραξιν εἰς τὸν τομέα τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

Αὗται θὰ ἀνταλλάσσουν πληροφορίας κοινοῦ ἐνδιαφέροντος ἐπὶ θεμάτων ἐκμεταλλεύσεως, τεχνικῶν, οἰκονομικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν, ἀφορώντων εἰς τὰς ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἡ συνεργασία καὶ σύμπραξις αὕτη δύναται νὰ πραγματοποιῆται διὰ διμερῶν ἐπαφῶν μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων (Ἑπηρεσιῶν), αἱ ὅποια θὰ καταρτίζουσιν τὸ πλαίσιον τῆς συνεργασίας καὶ τῆς συμπράξεως εἰς τὸν τομέα τῶν ἐρευνῶν καὶ πραγματοποιήσεων εἰς τὰ ταχυδρομεῖα καὶ τὰς τηλεπικοινωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 34.

Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς πραγματοποιήσεως τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ Διευθύνσεις (Ἑπηρεσίαι) δύνανται, ὁσάκις θεωροῦν τοῦτο ἀναγκαῖον, νὰ προβαίνουν εἰς ἀνταλλαγὴν ἐπιστολῶν ἵνα καθορίζουν ὠρισμένα τεχνικὰ στοιχεῖα καὶ τοιαῦτα ἀφορῶντα εἰς τὴν ὑπὸ τοὺς καλυτέρους ὁρους ὀργάνωσιν τῶν διαφόρων ὑπηρεσιῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 35.

Αἱ περιπτώσεις τῶν ὁποίων ἡ ρύθμισις δὲν προβλέπεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ρυθμίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως καὶ τῆς Διεθνoῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 36.

Πᾶσα διαφορὰ, ἀφορῶσα εἰς τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἐπιλύεται δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν Διευθύνσεων (Ἑπηρεσιῶν). Ἐὰν αἱ Διευθύνσεις (Ἑπηρεσίαι) δὲν καταλήγουν εἰς συνεννόησιν, ἡ διαφορὰ δέον ὥπως ἐπιλύεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 37.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς τελευταίας διακοινώσεως, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, διὰ τῆς ὁποίας τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ γνωστοποιηθῶσιν τὴν ἐπικύρωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἐκάστης χώρας.

Ἡ διάρκεια ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας ὀρίζεται εἰς πέντε ἔτη ἀπὸ τῆς θέσεώς της ἐν ἰσχύϊ καὶ θὰ ἀνανεοῦται σιωπηρῶς διὰ νέας περιόδους ἐκ πέντε ἐτῶν ἐκάστη, ἐὰν οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καταγγεῖλῃ ταύτην ἐγγράφως, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τοῦλάχιστον ἑξ ἡμῶν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς ἐκάστης περιόδου ἰσχύος.

Ἄρθρον 38.

Πᾶσα τροποποίησις ἢ προσθήκη, εἰς τοὺς ὁρους τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ πραγματοποιῆται διὰ διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν. Αἱ τροποποιήσεις καὶ προσθήκαι αὗται θὰ ὑπόκεινται εἰς ἐγκρίσιν καὶ θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθροῦ 37.

Ἄρθρον 39.

Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεώς της ἐν ἰσχύϊ, ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν Συμφωνίαν Τηλεπικοινωνιῶν τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Ἀθήναις τῇ 2αν Σεπτεμβρίου 1966 μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 28ῃ Φεβρουαρίου 1976 εἰς δύο γνήσια ἀντίτυπα, εἰς Ἑλληνικὴν, Ρουμανικὴν καὶ Γαλλικὴν

γλώσσαν ἑκάστον, τῶν τριῶν κειμένων ἔχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν. Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς ἐρμηνείας μεταξὺ τῶν κειμένων εἰς τὴν ἑλληνικὴν καὶ ρουμανικὴν γλῶσσαν, τὸ εἰς τὴν γαλλικὴν κείμενον θεωρεῖται ἰσχυρότερον.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας; Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας
τῆς Ρουμανίας

ΙΩΑΝΝΗΣ ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ MAXIM BERGHIANU

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1980

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Μαρτίου 1980

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ